



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/580
28 septembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-quatrième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 28 septembre 1989, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation
des Nations Unies

Au mois de mai dernier, M. Hernán Felipe Errázuriz, Ministre des relations extérieures, a fait tenir une note où il indiquait qu'en raison de la démission du Rapporteur spécial et de la réalité objective du processus institutionnel, le Gouvernement chilien ne collaborerait à aucune procédure *ad hoc* d'examen de la situation des droits de l'homme au Chili. La note précisait que, nonobstant cette décision, le Chili poursuivrait sa collaboration avec les organismes des Nations Unies dans toutes les procédures généralement applicables en la matière.

Il y a quelques jours à peine, un fonctionnaire subalterne du Centre pour les droits de l'homme a adressé une note à la Mission permanente du Chili à Genève, l'informant que l'ex-Rapporteur spécial, M. Fernando Volio, aurait reconsidéré sa décision de se démettre de ses fonctions. A cette note était jointe une copie d'une lettre adressée par ce dernier au Ministre des relations extérieures. Cette lettre n'est toujours pas arrivée.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement chilien croit devoir vous rappeler la teneur de la note précitée, vu l'importance des considérations qui y sont exposées.

Rien ne justifie, en effet, la poursuite de la discrimination envers le Chili ni l'application à son égard d'une procédure sélective dont M. Volio lui-même reconnaît, dans une interview publiée le 13 décembre 1987 à Santiago, qu'elle est blessante pour le pays et qu'elle est de nature à promouvoir les droits de l'homme.

Ce que le Chili demande, c'est qu'on jette sur lui le même regard que sur les autres pays, dans une perspective objective, et qu'on ne lui applique pas un traitement différent et inéquitable en se fondant sur des considérations idéologiques et discriminatoires. Autrement dit, s'agissant du Chili, il faut

39

tenir compte aussi bien des problèmes que le pays, comme n'importe quel autre, a connus en matière de droits de l'homme que des progrès indubitables qu'il a faits et continue de faire dans tous les domaines.

A ce propos, il faut signaler les deux plébiscites organisés dans le pays. Le premier plébiscite, qui a eu lieu le 5 octobre 1988, avait pour but de connaître l'opinion des citoyens au sujet de la reconduction éventuelle, pour une nouvelle période, du mandat du Président, situation envisagée dans la Constitution. La deuxième consultation, qui s'est tenue il y a quelques semaines, concernait certains amendements à la Constitution politique adoptée en 1980. Il faut souligner que ces amendements ont été adoptés par l'écrasante majorité de la population, qui a donc entériné le large consensus de l'opposition et du Gouvernement, conférant ainsi une stabilité et une continuité particulières au régime institutionnel en vigueur dans le pays.

Il faut souligner en outre que les deux plébiscites susmentionnés non seulement n'ont pas soulevé d'objections mais ont été reconnus par l'opinion publique comme s'étant déroulés rigoureusement dans les règles.

Comme on le sait, le processus de rétablissement des institutions chiliennes atteindra son point culminant le 14 décembre prochain avec l'élection du Président de la République, des sénateurs et des députés, lesquels prendront leurs fonctions en mars 1990.

Le système démocratique que le Chili commencera à expérimenter pleinement à partir de cette date sera renforcé par une économie en pleine expansion, que les divers organismes internationaux ont d'ailleurs soulignée, et par un climat de tranquillité sociale dont le meilleur exemple est le dernier plébiscite susmentionné.

Outre les progrès déjà mentionnés, de nombreuses dispositions ont été prises dans le domaine des droits de l'homme et d'importants instruments internationaux ont été mis en vigueur. Citons notamment :

- L'élimination définitive, à partir du 1er septembre 1988, des obstacles empêchant les Chiliens de rentrer dans leur pays;
- La suppression, en octobre 1988, des assignations à résidence;
- La publication du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- La publication du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de l'Organisation des Nations Unies;
- La Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement chilien réaffirme une fois de plus au Secrétaire général sa décision de n'accepter aucune entité ni procédure ad hoc d'aucune sorte en matière de droits de l'homme, sans pour autant cesser de collaborer avec les organes compétents du système des Nations Unies dans toutes les procédures régulières d'application générale. Tout cela pour les raisons exposées par M. Volio lui-même et eu égard au processus de rétablissement des institutions chiliennes décrit plus haut.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 12.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Pedro DAZA
